

Une enclave militaire russe dans l'OTAN, Kaliningrad

dimanche 27 mars 2022, par [Frank TETART](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Frank TETART](#), **Une enclave militaire russe dans l'OTAN, Kaliningrad**, *Diploweb.com*
: la revue géopolitique, 27 mars 2022.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le déploiement, le 8 février 2022, d'avions Mig 314 porteurs de missiles hypersoniques Kinjal à Kaliningrad, a rappelé au monde que la Russie disposait d'un territoire stratégique au sein de l'OTAN. Bastion militaire pendant la Guerre froide, Kaliningrad voit son rôle défensif aujourd'hui renforcé, élément de la « guerre hybride », que la Russie utilise désormais face à l'OTAN. Alors que la guerre (re)lancée le 24 février 2022 par la Russie s'enlise en l'Ukraine, l'on s'interroge sur le rôle de nuisance que pourrait jouer l'enclave russe sur le théâtre régional baltique.

Si la guerre russe en Ukraine devait s'étendre, les forces armées russes basées à Kaliningrad pourraient intervenir pour la défense aérienne avancée du territoire russe et la désactivation des infrastructures jugées menaçantes de l'OTAN, par exemple le site de défense antimissile basé en Pologne. Illustré d'une carte de Kaliningrad.

Un avant-poste stratégique

Si Joseph Staline a demandé dès 1943, lors de la conférence de Téhéran avec les alliés, l'annexion de la partie nord de la Prusse-Orientale par l'URSS, c'est parce qu'il connaît l'atout stratégique que représentent les ports de Königsberg et Pillau (l'actuel Baltiisk) : ils sont libres de glaces toute l'année, à la différence de Leningrad et de Kronstadt. L'ancien territoire allemand, d'une superficie de 15 000 km², est alors immédiatement transformé en une zone militaire renommée en juillet 1946 Kaliningrad, tout comme sa capitale Königsberg, en l'honneur de Mikhaïl Kalinine, président du Soviet suprême décédé quelques semaines auparavant. Il est dès lors interdit aux étrangers. Les populations allemandes demeurées après l'assaut soviétique de 1945 sont expulsées en totalité à l'automne 1948.

L'objectif stratégique assigné à Kaliningrad est alors le contrôle de la nouvelle zone de domination soviétique en Europe centrale, en particulier la Pologne et les trois États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), intégrés de force dans l'Empire soviétique à la faveur de la guerre. Avec la Guerre froide (1947-1990), la mer Baltique devient un lieu de rivalité Est/Ouest et Kaliningrad se transforme en avant-poste soviétique. Prenant dès lors un rôle défensif face à une éventuelle attaque des forces de [l'OTAN](#), le territoire dans son entier est organisé à cette fin. Dans le cadre de la spécialisation économique de l'URSS, Kaliningrad développe en priorité les secteurs militaires, le complexe militaro-industriel et la construction navale. Même si la population majoritaire à Kaliningrad reste « civile », ses liens familiaux, professionnels avec les militaires contribuent à l'émergence d'une mentalité militaire dans l'ensemble de la région.

Avec [l'éclatement de l'Union soviétique fin 1991](#), Kaliningrad demeure le quartier général de la Flotte de la Baltique. Toutefois, la concentration sur ce petit territoire de cet important potentiel militaire suscite des inquiétudes chez les voisins directs de l'enclave et du pourtour de la Baltique. La définition par la Russie en 1992 d'un « étranger proche », une zone d'intérêts vitaux couvrant l'ancien espace soviétique, complique les négociations autour du retrait des troupes russo-soviétiques d'Estonie et de Lettonie, et ce d'autant que d'importantes minorités russes, représentant en 1991 respectivement 38% et 48% de la population totale de ces deux États y vivent [1]. On craint alors en effet que cette présence russe, en particulier dans les régions frontalières, ne serve d'instrument d'aspirations séparatistes et aiguise les

tensions avec Moscou.

Le retrait de l'Armée rouge qui est définitif en 1993 pour la Lituanie et à l'été 1994 pour les deux autres pays baltes entraîne deux conséquences pour la région de Kaliningrad. D'une part, l'enclave prend la relève de toutes les bases perdues dans la région. D'autre part, elle sert de zone d'accueil aux forces armées qui se retirent de l'ancienne zone d'influence soviétique en Europe centrale et orientale (Allemagne de l'Est, Pologne et pays baltes).

Pour la Pologne, l'accroissement de la présence militaire à Kaliningrad est perçu comme une menace, alors qu'elle est confrontée à de grosses difficultés pour compenser, avec la dissolution du Pacte de Varsovie, la perte d'un système de défense aérienne intégré. Le nombre de soldats russes stationnés à Kaliningrad est presque équivalent aux effectifs de l'armée polonaise (220 000 hommes). La Pologne demeure extrêmement méfiante à l'égard de la Russie et cette frontière « surmilitarisée » longue de près de 200 kilomètres. De leur côté, les pays baltes ont le sentiment d'être pris en tenaille entre d'un côté Kaliningrad et de l'autre la Biélorussie, qui est intégrée militairement à la Russie depuis 1994.

En 1997, le ministre de la Défense russe, Igor Sergeev, annonce une réduction unilatérale des forces terrestres et navales dans le district Nord-Ouest de la Russie, en évoquant une amélioration de la sécurité dans la région, et le district militaire de Kaliningrad est placé sous l'autorité du district de Leningrad [2]. Les forces militaires déployées à Kaliningrad passent à 30 000 à la fin des années 1990 pour atteindre en 2002, quelque 10 000 hommes [3]. Pour Moscou, le rôle de Kaliningrad reste avant tout défensif, mais répond aussi à des objectifs économiques, comme l'énonce la doctrine de la Fédération de Russie pour la Marine jusqu'à 2010, approuvée par le Président Vladimir Poutine en juillet 2001. Cette doctrine met en effet l'accent sur les intérêts économiques et civiles dans la « mer mondiale », et érige en priorités, bien avant les missions militaires, le développement des infrastructures portuaires et la modernisation de la flotte de commerce, la coopération économique avec les États riverains de la Baltique ainsi que le marquage de la souveraineté maritime. La forte militarisation de la région est de moins en moins conciliable avec le projet destiné à transformer Kaliningrad en un « Hong-Kong de la Baltique », la première étape du projet passant par la mise en place en 1993 de la zone économique spéciale Yantar [4].



Carte. Kaliningrad, une enclave russe

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte de Kaliningrad. © Aurélie Boissière, *Atlas de l'Europe*, Autrement, 2021 ; avec l'aimable autorisation de l'éditeur. Voir [au format PDF](#)
Boissière

Kaliningrad, un levier russe face à l'expansion de l'OTAN

Or au début des années 2000, [les perspectives d'élargissement de l'OTAN](#) puis de l'Union européenne, notamment aux trois États baltes, avalisent un recul de l'influence russe dans la région baltique. Pour Moscou, voir ces anciennes républiques de l'Union soviétique rejoindre l'ancien bloc ennemi affecte le prestige et la puissance de la Russie. Elle fait craindre même à l'armée russe, en raison de leur proximité avec des territoires russes considérés comme stratégiques, que l'OTAN n'y installe des points d'appui militaires, voire n'y stationne des armes nucléaires, sans même évoquer la crainte de voir Kaliningrad encerclé par des pays membres de l'OTAN.

Moscou joue dès lors la « carte Kaliningrad » [5]. En 1999, Kaliningrad devient ainsi le terrain de la plus importante manœuvre militaire russe organisée depuis la chute de l'URSS, appelée, de manière très explicite, « Zapad 99 », c'est-à-dire « Ouest 99 ». Le scénario des exercices repose sur l'attaque militaire de Kaliningrad par l'OTAN, sans que les États riverains en soient informés.

L'annonce en 2007 de l'installation par les Américains d'éléments de leur bouclier antimissile en Europe centrale, à savoir un radar de détection en République Tchèque et dix intercepteurs de missiles en Pologne, suscite ensuite l'ire de Moscou. Le Kremlin réagit immédiatement en déclarant que ces deux pays pourraient devenir la cible des forces armées russes [6]. Puis le président Poutine annonce le déploiement des nouveaux missiles russes Iskander (SS26), vecteur possible de tête nucléaire, dans l'enclave russe de Kaliningrad, c'est-à-dire aux frontières de la Pologne.

Toutefois, Moscou ne met à exécution sa menace qu'au profit de la crise ukrainienne de 2013-2014. En Europe, les objectifs de la Russie sont d'abord de nature géopolitique, puisqu'ils visent à réaffirmer son rôle central dans les affaires du continent. Moscou cherche ainsi à peser sur la gouvernance politique comme sécuritaire et donc à se voir reconnaître un droit de regard sur son voisinage occidental. Or depuis la chute du mur de Berlin en 1989, les Russes ont le sentiment que « les Européens de l'Est n'ont fait que déplacer le rideau de fer » [7] avec l'adhésion des ex-pays de l'Est à partir de 2004 à l'Union européenne et surtout à l'OTAN. Or l'OTAN, alliance ennemie pendant la Guerre froide, aurait dû, selon les décideurs russes, disparaître en même temps que le Pacte de Varsovie, dissout en 1991.

L'intégration en 2004 des pays baltes a porté l'OTAN aux frontières russes, ravivant un sentiment d'encerclement contre lequel la Russie a historiquement constamment lutté, notamment par la mise en place d'un glacis tant à l'époque des tsars que de l'Union soviétique. En août 2008, la Russie réagit par les armes à ce qu'elle perçoit comme une menace à ses frontières en Géorgie. Cette opération a été ordonnée deux mois après la décision de l'OTAN d'acter le principe d'une adhésion l'Ukraine et la Géorgie. Même si la mise en œuvre du processus d'adhésion avait été repoussée *sine die*, cet élargissement de l'Alliance atlantique avait été perçu par Moscou comme un verrouillage de sa frontière sud.

À partir de 2009, une lutte d'influence s'engage entre Bruxelles et Moscou dans l'isthme Baltique-Mer Noire. D'un côté, l'Union européenne propose un Partenariat oriental aux pays de cette zone, de l'autre, la Russie leur offre l'adhésion ou l'association à l'Union économique eurasiatique, une zone de libre-échange en gestation. L'Ukraine devient en 2013 l'enjeu

principal de cette rivalité. Dans ce contexte de montée des tensions, l'heure n'est plus à la coopération avec l'Union européenne au sujet de Kaliningrad, mais à la confrontation. De fait, l'OTAN procède à des déploiements de forces dans les pays baltes, en réponse à une présence de plus en plus forte des forces russes en Baltique, puis au déploiement des missiles russes Iskander à Kaliningrad en octobre 2016.

La nucléarisation de Kaliningrad

Selon les autorités russes, ces missiles à vecteur nucléaire sont censés remplacer les missiles balistiques tactiques à courte portée Tochka (SS21 selon la terminologie de l'OTAN). Toutefois, avec une portée doublée (500 km environ), ces nouveaux missiles sont par conséquent susceptibles de menacer l'ensemble des pays voisins du pourtour baltique. Ce déploiement est complété par le positionnement à Kaliningrad de missiles S 400, un système de défense antiaérienne et antimissile qui couvre la Lituanie et une bonne partie de la Pologne et de la Lettonie [8]. Sont également positionnées à Kaliningrad des batteries côtières dotées de missiles SSC 5 Bastion, supersoniques, de 300 km de portée, et des missiles SSC 1 Sepal, de 450 km de portée. Au total, les effectifs militaires déployés dans l'enclave sont estimés à 30 000 hommes [9]. Ce déploiement permet de sanctuariser le territoire de Kaliningrad selon une logique A2/AD (*Anti Access/Area Denial*) ayant pour objectif de tenir l'OTAN à distance de la région de la mer Baltique.

Ce déploiement contribue à provoquer un vent de panique chez les pays voisins de l'oblast et à élever le sentiment d'insécurité et le niveau d'instabilité régionale. Ce sentiment est encore renforcé par l'exercice militaire russe Zapad-2017 qui mobilise selon les autorités russes 12 700 soldats (selon l'OTAN près de 40 000) pour tester les capacités militaires A2/AD, y compris par un blocus maritime. Ces manœuvres démontrent la détermination russe à intensifier son potentiel militaire sur son flanc ouest, rendu possible par l'abrogation par la Russie du Traité sur les forces conventionnelles en Europe.

Dans ce contexte, Kaliningrad revient au centre des tensions régionales de l'espace baltique. Depuis l'annexion illégale de la Crimée (2014), les États baltes craignent en effet que Moscou ne lance à leur encontre une stratégie de déstabilisation sur le même modèle qu'en Ukraine, s'appuyant sur la manipulation de leurs minorités russophones, avant de les envahir depuis l'enclave de Kaliningrad. Une série de scénarii de guerre simulant une invasion des États baltes par la Russie par des chercheurs de la Rand Corporation [10] a montré que Riga ou Tallinn seraient encerclées par les forces russes en moins de 60 heures.

Kaliningrad, instrument stratégique de guerre hybride ?

Pendant le troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine (2012-2018) et l'affichage de nouvelles ambitions sur la scène internationale, la Russie a un recours limité à l'usage de sa force militaire, à l'exception significative de la Syrie, privilégiant les outils de la guerre hybride, comme la propagande et la guerre de l'information, le cyberspace, des fins de sabotage et de déstabilisation. Cette notion de « guerre hybride » (*hybrid warfare*) popularisée au milieu des années 2000 par deux officiers du corps des *Marines* - le général James Mattis et le colonel Frank Hoffman - décrit un type de guerre alliant guerres conventionnelle et non conventionnelle, guerres régulière et irrégulière, et surtout guerre de l'information et

cyberguerre. Dans la pratique, une menace peut être considérée comme hybride dès lors qu'elle s'inscrit dans plusieurs dimensions et types de guerre différents [11]. Dans ce contexte, la sanctuarisation de Kaliningrad par sa militarisation accrue apparaît comme un moyen de pression contre ses voisins et partenaires européens, et plus généralement occidentaux, notamment à travers les instances euroatlantiques de l'Union européenne et de l'Otan.

La remilitarisation de l'oblast de Kaliningrad s'accompagne à l'échelle de la Russie d'une modernisation de l'appareil militaire [12]. Depuis sa réélection de 2008, le président Poutine s'est attaché à restaurer la crédibilité de [la puissance militaire russe](#) sur la scène internationale. Celle-ci passe par un effort budgétaire important, qui a permis un rééquipement massif des forces armées, une modernisation de l'arsenal nucléaire, une restructuration profonde des forces conventionnelles et une professionnalisation des personnels. Au niveau de la doctrine maritime, celle de 2015 fait de la prévention de l'élargissement à l'Est de l'OTAN une priorité absolue. Kaliningrad est redevenue non seulement le siège de la Flotte de la Baltique mais également une composante significative de la défense anti-missile balistique russe. Quelque 10 000 hommes sont déployés au sein de trois brigades de combat entièrement équipées : une brigade d'infanterie de marine d'élite et deux brigades motorisées. En temps de paix comme de crise, l'enclave sert d'avant-poste de surveillance et de recueil de renseignements. Elle participe à la sécurité des routes maritimes, des gazoducs et câbles sous-marins, tout en jouant le rôle de plateforme de dissuasion stratégique, de coercition et d'endiguement, grâce au déploiement depuis 2016 de drones et de missiles de différents types.

Depuis [l'annexion de la Crimée en 2014](#), l'enclave remilitarisée de Kaliningrad est devenue un pion stratégique dans la guerre hybride que mène Moscou avec les pays de l'OTAN. Elle accroît à la fois le sentiment de vulnérabilité des pays voisins confrontés à un nouveau rapport de force défavorable et favorise l'escalade des tensions par une guerre de l'information et de la propagande. Le président Poutine lui-même aurait laissé entendre que la Russie pouvait déployer des troupes en deux jours s'il le souhaitait, non seulement à Kiev [13], mais aussi à Varsovie et dans les États baltes [14]. Par ailleurs, depuis les exercices Zapad-2017, la trouée de Suwalki, cette bande terrestre longue de 65 km, qui forme la frontière entre la Pologne et la Lituanie et donc le lien entre les pays baltes et le reste des membres de l'OTAN, est perçue par l'Alliance comme particulièrement vulnérable [15]. Baltes comme Polonais considèrent dès lors [la Russie](#) comme la principale menace à la sécurité régionale.

En 2022, l'enclave russe est redevenue un avant-poste militaire, élément incontournable de la sécurité et de la stratégie militaires russes en Baltique et face à l'OTAN. La guerre en Ukraine pourrait la transformer en une force déstabilisante au cœur de l'OTAN.

Le déploiement de missiles Kinjal, début février 2022, l'une des 6 nouvelles armes stratégiques de la Russie a par conséquent renforcé l'inquiétude chez les riverains de la Baltique, et à l'état-major de l'OTAN. **Leur portée de 2400 km permet d'atteindre toutes les capitales d'Europe de l'Ouest à l'exception de Madrid et de Lisbonne**, alors que [la portée des missiles Iskander](#) n'est que de 500 km. [Pour Moscou](#), ce déploiement tactique est une réponse au renforcement des troupes de l'OTAN dans les pays Baltes et en Pologne, et

signale les capacités militaires de frappe anti-navire, deux semaines avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022.

Dès lors, si le conflit devait s'étendre, les forces armées basées à Kaliningrad pourraient intervenir pour la défense aérienne avancée du territoire russe et la désactivation des infrastructures jugées menaçantes de [l'OTAN](#), par exemple le site de défense antimissile basée en Pologne. Elles pourraient, en outre, empêcher l'accès de la mer Baltique aux forces des pays membres de l'OTAN. Selon certaines sources, Kaliningrad hébergerait même des groupes de *hackers* capables de lancer une guerre de l'information ou procéder à des brouillages des communications ou des sabotages de réseaux.

*

Alors que la fin de la Guerre froide laissait accroire que le sort de Kaliningrad serait celui d'un territoire prospère en devenant « un Hong Kong » de la Baltique profitant au début du XXI^e s. de la dynamique de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, force est de constater que l'enclave russe est redevenue un avant-poste militaire, élément incontournable de la sécurité et de la stratégie militaires russes en Baltique et [face à l'OTAN](#). La guerre en Ukraine pourrait la transformer en une force déstabilisante au cœur de l'OTAN.

Copyright Mars 2022-Tétart/Diploweb.com

Plus sur les problématiques stratégiques de la Baltique

[Lars Wedin, Pierre Verluise, Membre de l'UE mais hors de l'OTAN, comment la Suède comprend-elle la guerre russe en Ukraine ? Entretien avec L. Wedin](#)

Historiquement adepte d'une politique hors alliances afin de pouvoir rester neutre en cas de guerre, pourquoi dans le contexte de la guerre russe en Ukraine la Suède « n'exclut pas » depuis le 30 mars 2022 d'adhérer à l'OTAN ? Ancien officier de la Marine suédoise, Lars Wedin répond aux questions de P. Verluise pour Diploweb.com. Un bel exercice de décentrage de nos perceptions et de découverte d'une situation stratégique que nous connaissons mal, par exemple l'île de Gotland. Un éclairage, enfin, des accélérations en cours sous l'effet de la guerre provoquée par la Russie.

P.-S.

Docteur en géopolitique et diplômé en relations internationales, il est enseignant dans le secondaire, ainsi qu'à l'université Paris 1 et à l'ENSTA Bretagne. Outre de nombreux articles sur Kaliningrad, sujet de sa thèse, il a notamment publié différents atlas chez Autrement, dont *L'Atlas de l'Europe, un continent dans tous ses états*, et l'édition annuelle du *Grand Atlas*. Co-auteur de l'émission « Le Dessous des Cartes » depuis ses débuts, il vient de publier avec Emilie Aubry *l'Atlas du Dessous des Cartes, le monde mise à nu* aux éditions Tallandier.

Notes

[1] Susanne Nies, *Les Etats baltes, une longue dissidence*, Payot, 2004.

[2] Alors que Leningrad est redevenue Saint-Pétersbourg, la région attenante a conservé la référence à Lénine (*Leningradskaïa Oblast*), tout comme le district militaire dont dépend Saint-Pétersbourg.

[3] Chiffres publiés dans leur publication annuelle *The Military Balance* (1993 à 2002).

[4] Yantar signifie en russe ambre, dont Kaliningrad détient 90 % des réserves mondiales.

[5] L'expression est de Richard Krickus, *op. cit.*

[6] « Europe's space wars », *The Economist*, 23 février 2007.

[7] Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Fayard, Paris, 2011.

[8] Philippe Langoit, « La joint forcible entry face à la trouée de Suwalki », *DSI hors-série*, n°48, juin-juillet 2014, www.defense24.news/2018/07/04/la-joint-forcible-entry-face-a-la-trouee-de-suwalki/

[9] Estimation de l'auteur, basée sur les chiffres d'Ingmar Oldberg, chercheur au Swedish Institute of International Affairs, prenant en compte l'ensemble des forces de sécurité et les annonces faites par Moscou de renforcer sa présence militaire à Kaliningrad.

[10] https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR1253.html

[11] « La guerre hybride existe-elle déjà ? », *Revue de l'Otan magazine*, 2015, consulté en juillet 2019, www.nato.int/docu/review/2015/Also-in-2015/hybrid-modern-future-warfare-russia-ukraine/FR/index.htm

[12] Isabelle Facon, « La nouvelle armée russe », *Questions internationales*, n°101, janvier-février 2020.

[13] NDLR : un mois après l'attaque du 24 février 2022, Kiev n'est toujours pas tombée dans les mains russes. Ce qui ne présage pas de la suite.

[14] I. Oldberg, « Market place or military bastion : Kaliningrad between Brussels and Moscow », *Ulpaper* n°3 2018, publié par The Swedish Institute of International Affairs.

[15] Céline Bayou, « Tensions sécuritaires dans la région baltique : que reste-t-il de l'équilibre nordique ? », *Questions internationales*, n°90, mars-avril 2018.